



AEP 52

PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

Préfecture

Direction de la réglementation,  
des collectivités locales  
et des politiques publiques

Bureau des réglementations et des élections

04076X0018  
12

**ARRÊTÉ N° 2019 DU 9 JUILLET 2015**

portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux,  
de déclaration de prélèvement d'eau dans le milieu naturel,  
de l'autorisation de production et de distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine  
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire

**Protection des sources captées du Gué et du Rang des Vignes,  
exploitées par la commune d'AUJOURRES**

**Le Préfet de la Haute-Marne**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;  
R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux  
articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de  
demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-  
6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération du 12 juillet 2007 de la commune d'AUJOURRES adoptant le projet, créant les ressources  
nécessaires à l'exécution des travaux et décidant de prendre les engagements indispensables en vue de la  
déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport du 23 décembre 2009 de M. SCHITTEKAT, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène  
publique pour le département de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1482 du 23 mai 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux, à la déclaration de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, à l'autorisation de production et distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 6 août 2014 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 9 juin 2015 ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

Sont déclarés d'utilité publique en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine :

- les prélèvements effectués par la commune d'AUJOURRES ;
- la dérivation des eaux des sources captées du Gué et du Rang des Vignes, sises sur le territoire de la commune d'AUJOURRES ;
- l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- l'autorisation de production et de distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine ;
- la mise en place des périmètres de protection autour des sources captées du Gué et du Rang des Vignes ;
- les ouvrages de traitement et de distribution des eaux.

La réalisation, la mise en œuvre et l'efficacité de ces systèmes seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

### **II – DÉRIVATION DES EAUX**

#### **ARTICLE 2 – SITUATION**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux par les ouvrages suivants :

- la source captée du Gué (BSS n° 04076X0018/SAEP3), située sur la parcelle n° 59 section ZK, lieudit « Le Bois des Fourches », appartenant à la commune d'AUJOURRES ;
- la source captée du Rang des Vignes (BSS n° 04076X0012/SAEP2), située sur la parcelle n° 7 section ZB, lieudit « La Champagne », appartenant à la commune d'AUJOURRES.

#### **ARTICLE 3 – DÉBITS DE PRÉLÈVEMENT**

Le prélèvement annuel est limité à 17 000m<sup>3</sup>/an pour l'ensemble des deux sources.

#### **ARTICLE 4 – MESURES DE DÉBIT**

La collectivité installera les compteurs et appareils nécessaires au contrôle du respect des prescriptions ci-dessus et tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine),
- incidents survenus (pannes...),
- modifications d'installations.

Ce registre sera tenu à disposition des agents chargés du contrôle.

#### **ARTICLE 5 – PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS - INTERCONNEXION**

La commune d'AUJERRES ne dispose pas d'une connexion de secours avec une autre collectivité mais possède un forage déjà protégé (AP n° 2893 du 13 novembre 1996) pouvant servir d'appoint.

La commune d'AUJERRES établira un plan d'alerte et de secours (adresse et n° de téléphone des services et personnes à prévenir en cas d'alerte, d'urgence...).

#### **ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS**

La collectivité devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### **III – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION**

#### **ARTICLE 7 – DÉFINITIONS**

Il sera établi autour des points de prélèvement un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé et aux plans et états parcellaires joints.

Les différents documents d'urbanisme de la commune seront mis à jour selon les termes du présent arrêté préfectoral.

Le terme « existant » définit une activité (réalité physique ou fonctionnelle) connue, déclarée ou autorisée antérieurement à la date de signature du présent arrêté.

Le terme « futur » correspond à une activité créée, déclarée ou autorisée postérieurement à la date de signature du présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 – DÉLAIS DES TRAVAUX À RÉALISER ET DE LA MISE EN CONFORMITÉ AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ**

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Les travaux et la mise en conformité devront être réalisés par la collectivité :

- immédiatement en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de 2 ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Les périmètres de protection immédiate des sources du Gué et du Rang des Vignes seront entourés par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef. Les arbres situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate seront coupés mais pas essouchés.

Les travaux à effectuer sont listés aux articles 10-1 Périmètre de protection immédiate, 10-2 Périmètre de protection rapprochée et 13 Traitement, surveillance, entretien et contrôles sanitaires de la qualité de l'eau.

### **ARTICLE 9 – CESSIBILITÉ DES TERRAINS DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

La commune est propriétaire du terrain constituant le périmètre de protection immédiate de :

- la source captée du Gué (BSS n° 04076X0018/SAEP3), située sur la parcelle n° 59 section ZK, lieudit « Le Bois des Fourches » ;
- la source captée du Rang des Vignes (BSS n° 04076X0012/SAEP2), située sur la parcelle n° 7 section ZB, lieudit « La Champagne ».

Les différents documents d'urbanisme de la commune seront mis à jour selon les termes du présent arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS**

En cas de chevauchement de périmètres de protection instaurés par différents arrêtés préfectoraux, les prescriptions les plus restrictives seront à prendre en compte.

#### **ARTICLE 10-1 PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

À l'intérieur de ce périmètre sont interdits tout dépôt, toute installation ou activité autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eaux. Toute circulation y sera interdite en dehors de celle nécessitée par les besoins du service (entretien, accès aux pompes, etc). Les parcelles seront défrichées, enherbées et fauchées, l'herbe fauchée sera évacuée en dehors des différents périmètres de protection.

Travaux à réaliser :

Les périmètres de protection immédiate des sources du Gué et du Rang des Vignes seront entourés par une clôture de 2 mètres de haut (interdisant le franchissement tant animal qu'humain) et munie d'un portail fermant à clef. Les arbres situés à l'intérieur des périmètres de protection immédiate seront coupés mais pas essouchés.

#### **Source captée du Gué :**

- mise en conformité du captage ;
- étanchéité du captage à vérifier et assurer ;
- appliquer un treillis moustiquaire sur la cheminée du capot ;
- curage des drains.

#### **Source captée du Rang des Vignes :**

- mise en conformité du captage ;
- étanchéité du captage à vérifier et assurer ;
- appliquer un treillis moustiquaire sur la cheminée du capot ;
- curage des drains.

#### **ARTICLE 10-2 PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RAPPROCHÉE**

À l'intérieur des périmètres de protection rapprochée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

Les modifications des pratiques appartenant aux activités réglementées susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques seront soumises à l'avis des services de l'Etat compétents.

Les demandes d'autorisation devront être adressées à la Préfecture.

### **10-2-1 Périmètre de protection rapprochée**

À l'intérieur de ce périmètre, les activités agricoles culturales devront faire l'objet d'une réflexion fondée sur une utilisation raisonnée des produits azotés et des produits phytosanitaires.

#### **Activités interdites :**

Rubrique 3 : Forages destinés à la géothermie  
Rubrique 4 : Ouvrages - projets éoliens  
Rubrique 5 : Ouverture et exploitation de carrières ou de gravières  
Rubrique 6 : Ouverture d'excavations de plus d'un mètre autres que carrières  
Rubrique 8 : Réalisation de mares ou étangs  
Rubrique 9 : Stockage de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux  
Rubrique 10 : Stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux  
Rubrique 11 : Stockage de produits chimiques dont les engrais et les phytosanitaires  
Rubrique 12 : Stockage de purin ou de lisiers  
Rubrique 13 : Stockage d'effluents industriels  
Rubrique 14 : Stockage d'effluents domestiques collectifs  
Rubrique 15 : Stations d'épuration, de lagunage  
Rubrique 16 : Bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains  
Rubrique 17 : Canalisations de produits chimiques  
Rubrique 18 : Canalisations d'hydrocarbures  
Rubrique 20 : Rejet d'eaux usées domestiques  
Rubrique 21 : Rejet d'eaux industrielles  
Rubrique 22 : Épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles  
Rubrique 23 : Installations autonomes de traitement des eaux usées  
Rubrique 24 : Bassins d'infiltration d'eaux pluviales  
Rubrique 26 : Habitations avec raccordement assainissement autonome  
Rubrique 27 : Camping, caravanning  
Rubrique 28 : Nouveaux cimetières, extension de cimetières  
Rubrique 29 : Installations classées  
Rubrique 31 : Activités de loisirs de plus de 20 personnes  
Rubrique 32 : Drainage agricole  
Rubrique 34 : Maraîchage, serres, pépinières  
Rubrique 35 : Épandage de fumier  
Rubrique 36 : Épandage de lisiers et de boues de stations d'épuration  
Rubrique 41 : Abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris  
Rubrique 42 : Déboisement  
Rubrique 47 : Traitement du bois stocké

#### **Activités soumises à réglementation spécifique :**

Rubrique 1 : Forage de nouveaux puits : les nouveaux forages sollicitant le même aquifère que celui de la ressource à protéger ne sont autorisés que dans la mesure où ils remplacent le captage objet du présent avis ou qu'il est prouvé qu'il est sans interférence avec ce captage. Les forages sollicitant un autre aquifère plus profond sont soumis à la réglementation générale et donc à autorisation.  
Rubrique 2 : Forages de reconnaissance, piézomètres et autres : seuls sont autorisés les forages réalisés dans l'intérêt de la collectivité. Ils sont soumis à autorisation. Les moyens d'exécution seront tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère sera assurée.  
Rubrique 7 : Remblaiement d'excavations ou de carrières existantes : il se fera avec des matériaux inertes ou des matériaux naturels provenant de carrières ou de fouilles n'ayant aucune influence sur la chimie de la nappe. La qualité d'inerte sera démontrée au moyen d'une analyse chimique effectuée par un laboratoire agréé.

Rubrique 19 : Canalisations d'eaux usées domestiques : un dispositif de détection de fuite et des vannes d'isolement seront placés aux extrémités du tronçon de canalisation traversant les périmètres de protection.

Rubrique 30 : Voies de communication, aires de stationnement : toutes nouvelles voies de communication ou aire de parking ou aménagements des voies existantes seront soumis à étude hydrogéologique

Rubrique 37 : Épandage d'engrais chimiques : respect très strict des périodes d'épandage. Raisonnement de la fertilisation et tenue d'un cahier d'épandage

Rubrique 38 : Épandage de compost

Rubrique 39 : Épandage de produits phytosanitaires

Rubrique 40 : Pacage des animaux

Rubrique 43 : Coupes à blanc

Rubrique 44 : Aires de débardage

Rubrique 45 : Utilisation de pesticides

Rubrique 46 : Affouragement ou agrainage du gibier

Rubrique 48 : Modification de l'écoulement superficiel des eaux

#### **Activités soumises à réglementation générale :**

Rubrique 25 : Habitations avec raccordement assainissement collectif

Rubrique 33 : Cultures

#### **ARTICLE 11 – ACTIVITÉS EXISTANTES**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus au chapitre III, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans les délais mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

### **IV – UTILISATION DE L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 12 – SITUATION**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **ARTICLE 13 – TRAITEMENT, SURVEILLANCE, ENTRETIEN ET CONTRÔLES SANITAIRES DE LA QUALITÉ DE L'EAU**

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par la réglementation en vigueur. Elles devront subir un traitement efficace et adapté avant distribution. À cet effet, la commune d'AUJÈVRES a mis en place un système automatique et permanent de désinfection des eaux avant distribution au niveau de la bache de stockage. Ce dispositif de traitement et son fonctionnement seront placés sous le contrôle de la DTD ARS Haute-Marne (ou les services compétents en matière de contrôle).

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Le paramètre nitrates sera systématiquement analysé dans les analyses de distribution de type D1.

Les résultats des contrôles seront portés à la connaissance du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Sont affichés dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :



- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- leur interprétation sanitaire faite par la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ou par les services compétents en la matière),
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

La note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées, transmise par le Préfet de Haute-Marne, est consultable en mairie et jointe à la facture d'eau.

#### **ARTICLE 14 – ACCESSIBILITÉ**

Les ouvrages de production d'eau doivent permettre le prélèvement aisé d'un échantillon d'eau brute avant tout traitement.

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser libre accès aux agents habilités aux contrôles (DTD ARS, police de l'eau ou autres services compétents en matière de contrôle), à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du Code de l'Environnement. Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

#### **ARTICLE 15 – DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement (notamment préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

#### **ARTICLE 16 – MODIFICATION DE L'OUVRAGE**

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage (travaux, aménagement, mode d'utilisation de l'installation...) de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

#### **ARTICLE 17 – ABANDON DE L'OUVRAGE**

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné doit être comblé, dans les règles de l'art et selon la réglementation en vigueur, par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet, par le biais d'une délibération prise par le conseil municipal, au moins deux mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,

- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler,
- une coupe technique précisant les équipements en place,
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

La DTD ARS Haute-Marne instruira le dossier.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

## **ARTICLE 18 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du Décret du 29 mars 1993 dans le respect des principes de gestion équilibré de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

## **V – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 19 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie d'AUJOURRES pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune d'AUJOURRES ;
- notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par les soins du Maire, à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

### **ARTICLE 20 – MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ**

Les dispositions prévues au présent arrêté, et notamment la réglementation dans les périmètres de protection pourront faire l'objet d'une modification, au cas où les résultats de la surveillance de la qualité des eaux montreraient des signes de dégradation. Dans une telle hypothèse, la procédure de modification sera analogue à la procédure initiale d'établissement des périmètres de protection.

### **ARTICLE 21 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages d'AUJOURRES restent utilisés pour la production d'eau de la collectivité.

### **ARTICLE 22 – RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration du prélèvement d'eau.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent arrêté.



### **ARTICLE 23 – DÉLAI DE RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 24 – EXÉCUTION**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de LANGRES, le Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé (DTD ARS) et le Maire d'AUJOURRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles
- au Président du Conseil Départemental – direction de l'Environnement et de l'Agriculture
- au Directeur de l'Office National des Forêts (ONF)
- au Chef de Service de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)
- au Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le - 9 JUIL. 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture



  
Khalida SELLALI



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Préfecture

CHAUMONT, le - 9 JUL. 2015

Direction  
de la réglementation,  
des collectivités locales  
et des politiques publiques

Bureau  
des réglementations  
et des élections

Dossier suivi par Mme A. MASSÉ  
03.25.30.22.08

[andree.masse@  
haute-marne.gouv.fr](mailto:andree.masse@haute-marne.gouv.fr)

**Déclaration d'Utilité Publique  
(DUP)  
de la dérivation des eaux,  
de déclaration de prélèvement d'eau dans le milieu naturel,  
de l'autorisation de production et distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine  
et de la mise en place des périmètres de protection réglementaire**

Protection des sources captées du Gué et du Rang des Vignes,  
exploitées par la commune d'AUJOURRES

**Descriptif des pièces annexées à l'arrêté de DUP**

Vu pour être annexés à mon arrêté n° 2019 en date de ce jour, les trois documents suivants :

**tableaux des prescriptions**, 17 décembre 2009, hydrogéologue agréé SCHITTEKAT [annexe I] ;  
**état parcellaire**, cabinet géomètre-expert J.-P. CARDINAL [annexe II] ;  
**plan parcellaire**, dossier N° 10057 – 1<sup>er</sup> février 2011, cabinet géomètre-expert J.-P. CARDINAL [annexe III].

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Khalida SELLALI



***Réglementation et tableau de prescriptions***

**DEPARTEMENT :** Haute Marne

**COMMUNE :** Aujeurres

**DESIGNATION DES POINTS D'EAU :**

Source du Gué : 04076X0018/SAEP3

Source du Rang des Vignes : 04076X0012/SAEP2

**Réglementation et tableau de prescriptions**

En application de l'article 7 de la loi n°64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n°67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

2. A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites (INT), spécifiques (SPEC) ou générales (GEN), conformément au tableau, les activités suivantes :

TYPES D'ACTIVITÉS	Périmètres de protection rapprochée		
	INT	SPEC	GEN

TRAVAUX SOUTERRAINS			
1. Forage de nouveaux puits.		X	
2. Forages de reconnaissance, piézomètres et autres.		X	
3. Forages destinés à la géothermie.	X		
4. Ouvrages – Projets éoliens	X		
5. Ouverture et exploitation de carrières ou de gravières.	X		
6. Ouverture d'excavations de plus d'un mètre, autres que carrières.	X		
7. Remblaiement d'excavations ou de carrières existantes.		X	
8. Réalisation de mares et étangs.	X		

STOCKAGE ET DÉPÔTS			
9. Stockage de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.	X		
10. Stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux.	X		
11. Stockage de produits chimiques dont les engrais et les phytosanitaires.	X		
12. Stockage de purin ou lisiers.	X		
13. Stockage d'effluents industriels.	X		
14. Stockage d'effluents domestiques collectifs.	X		
15. Stations d'épuration de lagunage.	X		
16. Bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.	X		

CANALISATIONS			
17. Canalisations de produits chimiques.	X		
18. Canalisations d'hydrocarbures.	X		
19. Canalisations d'eaux usées domestiques.		X	

REJETS LIQUIDES			
20. Rejet d'eaux usées domestiques.	X		
21. Rejet d'eaux industrielles.	X		
22. Epannage d'eaux usées domestiques ou industrielles.	X		
23. Installations autonomes de traitement des eaux usées.	X		
24. Bassins d'infiltration d'eau pluviale.	X		

CONSTRUCTIONS, INFRASTRUCTURE, LOISIRS			
25. Habitations avec raccordement assainissement collectif.			X
26. Habitations avec raccordement assainissement autonome.	X		



27.	Camping, caravanning.	X		
28.	Nouveaux cimetières, extensions de cimetières.	X		
29.	Installations classées.	X		
30.	Voies de communication, aires de stationnement.		X	
31.	Activités de loisirs de plus de 20 personnes.	X		

ACTIVITÉS AGRICOLES				
32.	Drainage agricole.	X		
33.	Cultures			X
34.	Maraîchage, serres, pépinières.	X		
35.	Epandage de fumier.	X		
36.	Epandage de lisiers et de boues de station d'épuration.	X		
37.	Epandage d'engrais chimiques.		X	
38.	Epandage de compost.		X	
39.	Epandage de produits phytosanitaires.		X	
40.	Pacage des animaux.		X	
41.	Abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris.	X		

ACTIVITÉS FORESTIÈRES				
42.	Déboisement.	X		
43.	Coupes à blanc		X	
44.	Aires de débardage.		X	
45.	Utilisations de pesticides.		X	
46.	Affouragement ou agrainage du gibier		X	
47.	Traitement du bois stocké	X		
48.	Modification de l'écoulement des eaux superficielles		X	

La Municipalité veillera à l'application des prescriptions. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la DDASS, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

*J. Schittekat*

J. Schittekat Hydrogéologue agréé en Haute-Marne

